

quelque chose de neuf, et la même observation est applicable à tous ceux de ses partisans qui ont pris la parole après lui.

Voilà treize ans que les honorables membres de l'opposition sont tombés du pouvoir, et on peut dire d'eux comme on a dit des Bourbons en France, que depuis, ils n'ont rien appris comme ils n'ont rien oublié. Quand donc cesseront-ils de faire toujours les mêmes critiques, à peu près dans les termes suivants:

a) Le budget accuse une augmentation des recettes: tant pis pour le pauvre consommateur qui est obligé de porter le fardeau des taxes imposées par le Gouvernement; et cela en dépit du fait bien connu que la quotité de l'impôt a été réduite de trois points, et que les recettes ne sauraient augmenter qu'en raison des ressources du consommateur canadien.

b) Le chiffre des dépenses n'atteint pas celui des recettes, mais ce chiffre n'en est pas moins trop élevé. C'est ce que nos critiques répètent en chœur, car à leurs yeux le ministère fait preuve d'extravagance dans l'administration des deniers publics bien que, individuellement, ils se plaignent de ce que leurs circonscriptions sont négligées dans l'exécution des travaux publics.

Nous avons donc l'amusant spectacle d'une opposition qui taxe le Gouvernement d'extravagance dans l'ensemble, et de mesquinerie en ce qui regarde chacune des circonscriptions en particulier. Telle a été l'attitude de l'honorable représentant de Victoria (C.-A.) (M. Barnard), dont le discours a été une longue philippique dans laquelle il se plaint de la négligence dont sa province serait l'objet de la part du Gouvernement. À l'entendre, la Colombie-Anglaise ne recevrait pas sa quote part des deniers publics, si l'on tient compte de l'importance de ses ports de mer. À ce compte, Montréal devrait recevoir 45 pour 100 des subventions affectées à l'exécution des travaux publics, puisque cette proportion de 45 pour 100 du commerce extérieur du Canada passe annuellement par son port. Mais nos amis de la gauche ont une logique qui ne résiste pas à l'analyse.

Un autre de leurs thèmes favoris, c'est l'augmentation de la dette publique. Le crédit du Canada, disent-ils, va de mal en pis, et la preuve c'est que depuis 1896 la dette publique s'est accrue. Voilà beau jour qu'il a été démontré que cette augmentation n'a rien d'alarmant, et qu'elle n'a aucune analogie avec celle qui s'est produite sous le régime conservateur. On empruntait alors en vue de parer aux déficits grandissants, et de solder des dépenses courantes, tandis que sous le régime libéral, le Gouvernement emprunte en vue de solder des frais de premier établissement, de doter le pays d'améliorations permanentes, comme dans le cas de ce chemin de fer transcontinental qui a été la principale

cause de l'augmentation de la dette. Et le crédit du Canada n'en est aucunement diminué, puisque, dans quelques années, l'intérêt accumulé sera soldé par le Grand-Tronc-Pacifique.

En outre, on nous sert l'éternelle rengaine de scandales qui se seraient produits dans la gestion de certains bureaux, scandales qui ont été vingt fois tirés au clair, mais dont ces honorables députés ne cessent de nous corner les oreilles, en s'inspirant peut-être de ce vieil adage:

Non "mentez, mentez toujours, et il en restera quelque chose".

Je ne me propose de discuter aujourd'hui ni le budget du pays, ni les rouages de la dette publique, ni aucune autre question relative à l'aspect financier des affaires. Je ne me propose pas non plus de relever les critiques de l'opposition au sujet du service public. C'est là une tâche qui a été bien remplie, et, en outre, par son vote en 1908, le peuple canadien en a fait ample justice. Mais comme le discours sur le budget expose avec un légitime orgueil, l'admirable situation économique du Canada, je désire profiter de la latitude accordée dans la présente discussion pour indiquer les effets généraux du programme ministériel en tant qu'il s'agit de l'avancement et du progrès du Dominion. Sous le gouvernement libéral, le développement phénoménal du Canada a été indéniable. Mais le contraste entre cet état de choses et l'état de stagnation qui a prévalu sous le régime conservateur offre à nos amis de la gauche un sujet de réflexion sérieuse. Cependant au lieu de profiter de la leçon et de réformer leur parti, nos amis de l'opposition se perdent en stériles récriminations qui constituent la majeure partie de leur critique. En voici des échantillons remarquables: On ne saurait nier les progrès du Canada, disent-ils, mais ces progrès sont le résultat des lois économiques générales qui se font sentir, même d'une façon plus accentuée, dans tous les pays. Ou bien: Le développement du Canada est factice, puisque notre commerce avec l'étranger accuse à notre détriment une balance de commerce qui va toujours croissant. Ou encore: Si grande que soit la prospérité, le Gouvernement n'y est pour rien, ou, dans tous les cas il n'y a là que l'application du programme et du mode d'administration empruntés à l'ancien régime.

Je n'ai pas maintenant l'intention d'insister sur tout ce qu'il y a de spécieux, de contradictoire et de mal fondé dans ces arguments de l'opposition. Mais, je désire y répondre indirectement et j'appelle votre attention sur les deux propositions suivantes:

1. Depuis 1896, les progrès du Canada ont-ils été à la hauteur des aspirations de sa population?